

ARCEP - CONSULTATION PUBLIQUE

La situation concurrentielle des fourreaux de communications électroniques et leur régulation éventuelle du 27 juillet au 5 octobre 2007

Question 1. Les acteurs sont invités à décrire les infrastructures de génie civil dont ils sont propriétaires ou exploitants. Quelles sont les principales caractéristiques de ces infrastructures (topologie, matériaux employés, dimensionnement, etc.) ? Ces caractéristiques diffèrent-elles selon les dates d'installation, leur localisation, le type de réseau filaire déployé ?

Le Département n'est pas actuellement exploitant ou gestionnaire d'infrastructures de génie civil pour le moment.

Question 2. Les acteurs sont invités à transmettre à l'Autorité les offres et les contrats de mise à disposition de génie civil dont ils sont signataires, que ce soit en tant que fournisseur ou en tant que client (notamment dans le cadre de la cession des réseaux du plan câble). Les caractéristiques des offres précédemment décrites sont-elles exactes ? Quelles sont les offres de mises à disposition de génie civil autres que celles mentionnées ?

Sans objet pour le Département.

Question 3. Quelles sont les contraintes d'utilisation des galeries visitables des réseaux d'assainissement pour l'installation, l'exploitation et la maintenance d'un réseau de boucle locale ? Pour quelle raison les opérateurs ayant choisi de déployer leur réseau dans les égouts visitables à Paris ont-ils retenu cette solution ? Cette solution est-elle équivalente à la possibilité d'avoir accès au génie civil d'un opérateur tiers ?

Sans objet pour le Département.

Question 4. Les acteurs sont invités à formuler des observations sur cette délimitation de marché. Quelles sont les alternatives au génie civil des opérateurs de communications électroniques, notamment au niveau des adductions ? Quelles sont les possibilités d'utilisation des appuis aériens en zone urbaine ? Le marché du génie civil est-il local ou national ?

Bien que cette question ne concerne pas directement le Département, il semble avéré que la seule alternative à la création de fourreaux pour déployer de la fibre optique sont les réseaux d'égouts visitables et pénétrants sous les bâtiments.

Ce type d'infrastructures, sur le Département de Seine-Maritime, n'est pas disponible à notre connaissance.

Question 5. Les acteurs sont invités à compléter et corriger ces données. Le périmètre est celui de la boucle locale. Ceci inclut les adductions dans le cas de réseaux pénétrants.

Sans objet pour le Département.

Mission Haut Débit B.Lemoigne	Département de Seine Maritime Consultation Publique ARCEP	Page 1/ 4
----------------------------------	--	-----------

Question 6. Les acteurs sont invités à compléter le tableau ci-dessous pour les contrats et les offres de mise à disposition de génie civil dont ils sont signataires, que ce soit en tant que fournisseur ou en tant que client. Il s'agit des volumes d'échange relatifs à ces offres et contrats.

Sans objet pour le Département.

Question 7. Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur cette analyse de la puissance. Quel rôle les infrastructures de génie civil des réseaux câblés hors plan câble sont-elles amenées à jouer ? Quelles sont les possibilités effectives d'utilisation des techniques de génie civil allégé ? Quels sont les obstacles à la réalisation de nouvelles adductions ?

Sans objet pour le Département, le Département n'étant pas délégant de réseaux câblés (compétence communale).

Toutefois, le recours aux techniques de génie civil allégé semble délicat sur une large échelle, chaque service technique imposant ses propres règles d'ingénierie en la matière.

Question 8. Les acteurs sont invités à livrer leurs observations sur la démarche de l'Autorité tendant à privilégier, dans la perspective du très haut débit, une action sur les fourreaux plutôt qu'une régulation lourde. A quelle condition et dans quelles circonstances une régulation des fourreaux serait-elle pertinente ? D'autres instruments (ex : séparation fonctionnelle ; accès au réseau très haut débit de France Télécom ou d'autres opérateurs, par le biais d'une régulation asymétrique ou symétrique) seront-ils nécessaires, notamment pour les situations dans laquelle la régulation des fourreaux se révélerait insuffisante ? Quels seraient les instruments les plus pertinents et dans quel cadre juridique pourraient-ils être mis en œuvre ?

L'accès aux fourreaux est un axe essentiel d'ouverture de la concurrence sur le territoire seinomarin, en diminuant drastiquement le coût de constitution d'une infrastructure fédératrice, tant en collecte qu'en desserte.

Globalement, la régulation des fourreaux est un « plus ». Toutefois les investissements resteront très élevés : il faut compter avec les aléas de qualité technique de ce qui peut être mis à profit et de la compatibilité avec les architectures envisagées par les opérateurs.

La mise à disposition de fourreaux ne saurait donc se substituer à des initiatives de mutualisation plus larges, intégrant notamment les câbles optiques et des solutions d'hébergement.

Question 9. Les acteurs sont invités à commenter les offres actuelles de France Télécom de mise à disposition de génie civil. Ces offres sont-elles adaptées pour un opérateur souhaitant déployer une boucle locale optique ? Dans quelles conditions géographiques (densité, hauteur du bâti, etc.) les tarifs de location sont-ils compatibles avec de tels déploiements ? Quels sont les aspects critiques d'une offre de gros d'accès au génie civil ? Quel est l'état des discussions entre France Télécom et les opérateurs alternatifs sur l'évolution de son offre LGC DPR ?

Sans objet pour le Département, le Département n'étant pas opérateurs.

Question 10. France Télécom est invitée à préciser à l'Autorité les modalités d'occupation de son génie civil pour ses besoins propres, et à communiquer un document décrivant les règles d'ingénierie correspondantes. L'occupation du génie civil fait-elle l'objet d'un protocole de cession interne ?

Sans objet pour le Département.

Question 11. Les acteurs sont invités à indiquer quels sont les déterminants des déploiements de réseaux très haut débit. Comment influe la densité de population sur le coût de déploiement ? Quel est le coût maximal par foyer ou par abonné susceptible d'être rentabilisé ? Sur quelle durée de retour sur investissement les opérateurs sont-ils prêts à investir ? En quoi la possibilité d'accéder à des fourreaux peut-elle modifier l'équation économique ?

Sans objet pour le Département.

Le département s'inquiète de voir s'aggraver une fracture numérique entre ses territoires ruraux et urbains. Les coûts potentiels d'accès aux abonnés s'avèrent disproportionnés entre les communes appartenant aux agglomérations de Rouen et du Havre, et le reste du Département.

Question 12. Les acteurs sont invités à commenter ces différentes obligations. Sont-elles nécessaires ? Sont-elles suffisantes ?

Les Fourreaux de l'opérateur historique ne permettront la mise « à disposition » qu'un espace relativement limité pour les opérateurs.

En conséquence, seuls quelques opérateurs seront en mesure de déployer leur propre boucle locale « horizontale » dans les fourreaux de France Télécom.

Même si, de manière improbable, les fourreaux libres de France Télécom s'avéraient nombreux, les coûts de déploiement risqueraient d'être encore prohibitifs, orientant certains opérateurs à plutôt envisager des co-investissements.

Par conséquent, il est prévisible que très peu d'opérateurs pourront disposer de leur propre boucle locale, créant par là même un « oligopole serré » à peu près équivalent à la situation actuelle dans le domaine de la téléphonie mobile.

Finalement, cette situation de moindre concurrence risque d'entraîner des tarifs élevés, une moindre incitation à l'innovation et à la diffusion de services, et un refus d'accès aux fournisseurs de services tiers.

Le Département est donc préoccupé par la perspective d'une telle situation sur son territoire.

Question 13. L'Autorité invite les acteurs qui le souhaitent à formuler dès à présent des propositions quant aux principales caractéristiques de l'offre de gros qui leur paraîtrait pertinente.

L'opérateur historique doit communiquer systématiquement et régulièrement à toutes les collectivités locales la disponibilité de son offre de fourreaux afin de permettre un exercice

approprié de la compétence L1425-1.

Il s'agit de ne pas réitérer l'offre « LFO » où seuls les opérateurs disposent des informations, mais pas les collectivités territoriales.

L'évolution vers le THD impose :

- d'obliger immédiatement FT à donner les informations préalables à tout opérateur ou collectivité qui en fait la demande
- de faire évoluer la Loi de 1996 sur la transmission du réseau France Télécom, les décrets relatifs aux droits de passage et aux redevances

Question 14. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur ces différents scénarii. Quels sont les avantages et inconvénients de chaque scénario ? Quel scénario paraît le plus solide juridiquement ? Quels autres scénarii pourraient être envisagés ?

Sans objet pour le Département.